



**Conseil exécutif national  
Compte rendu  
Mercredi 28 octobre 2015, 16 h  
Bureau national  
Salle de conférence 1967  
100, rue Queen, 4<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario)**

**Présences :**

E. Tremblay (présidence), N. Giannakoulis, A. Picotte, A. Butler, C. DesRochers, J. Hove, R. Kelly (tél.), S. Mullen, N. Pothier, J. Squires, Jacob Porter (tél.), C. Vézina (tél.), I. Borré, D. Versailles (secrétaire)

**Absence justifiée :**

N. Burron

**1. Points aux fins d'approbation**

**a) Adoption de l'ordre du jour**

- Quelqu'un suggère que l'on crée un compte Dropbox pour faciliter les travaux en groupe, et partager et modifier tous les documents du CEN.
- La présidente indique qu'il y aura une réunion spéciale du CEN le lundi 9 novembre 2015.

Il est proposé par Nick Giannakoulis et appuyé par André Picotte d'adopter l'ordre du jour avec des changements mineurs. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

**b) Adoption du compte rendu de la réunion du CEN du 30 septembre 2015**

Il est proposé par André Picotte et appuyé par Stephen Mullen d'adopter le compte rendu de la dernière réunion du CEN.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**c) Adoption du compte rendu de la réunion à huis clos du CEN du 30 septembre 2015**

Il est proposé par André Picotte et appuyé par Jessica Squires d'adopter le compte rendu avec des changements mineurs.

Pour = 9, contre = 0, abstention = 2. **Résolution adoptée.**

**2. Nouveaux points**

**a) Discussion à propos de la proposition de base de données de l'IPFPC**

L'ACEP a demandé une proposition révisée à l'IPFPC, afin d'obtenir une nouvelle estimation basée sur le paiement par l'ACEP de l'intégralité des coûts initiaux de la migration de la base de données à partir de la plateforme de l'IPFPC, et excluant les services de soutien qu'offre en permanence l'IPFPC à nos membres. Malheureusement, l'IPFPC n'a pas présenté d'autre proposition, indiquant que, selon la direction du syndicat, celui-ci ne souhaite pas exploiter l'infrastructure de sa base de données comme un nouveau secteur d'activité.

À propos de la question générale de la perception des cotisations, certains se disent préoccupés par la centralisation des services de rémunération à Miramichi, où il n'existe aucun processus permettant de rectifier les cotisations syndicales. L'ACEP doit adopter une approche proactive afin de recueillir davantage de cotisations.

Actuellement, l'ACEP réussit à récupérer environ 90 000 \$ de cotisations non-payées chaque année, alors que l'IPFPC a reçu près de 6 millions de dollars sur une dizaine d'années, avec quatre fois plus de membres. Même si l'ACEP a des ressources limitées, chaque compte fait l'objet d'une conciliation. L'IPFPC a plus d'employés et utilise des technologies plus évoluées pour la perception des cotisations.

Quelqu'un suggère qu'on envisage les mesures suivantes au moment de choisir la base de données d'un fournisseur externe :

1. Dresser une liste d'autres fournisseurs susceptibles d'offrir des services similaires de gestion de bases de données.
2. Analyser l'état actuel de la base de données de l'ACEP – ampleur des lacunes en ce qui concerne le courriel personnel des membres et les autres renseignements pertinents que détient l'ACEP dans ses dossiers.
3. Déterminer le coût prévu par rapport au coût réel avec InSite.
4. À un certain stade, nous voudrions peut-être demander aux avocats de l'ACEP d'examiner toute entente conclue avec un fournisseur de services.

Voici les actuels problèmes liés à la base de données de l'ACEP : intégrité des données; conciliation des cotisations; problèmes liés à la traduction anglais-français des formulaires des sondages; renseignements limités recueillis à propos des membres sur le formulaire de demande d'adhésion. Il y a d'autres problèmes liés au portail de communication, mais une grande partie de ces problèmes a été réglée par la programmation et la formation offerte aux employés.

On envisage l'utilisation d'autres produits : UnionWare (AFPC), NationBuilder, plusieurs entreprises privées du secteur des TI et autres produits grand public de gestion de bases de données. Il y a entre quatre et cinq options, mais seules deux propositions semblent adaptées à nos besoins : UnionWare et celle de l'IPFPC. Ces deux options sont très efficaces en ce qui concerne les services aux membres et la gestion des cotisations, mais pourraient se révéler insuffisantes pour ce qui est de l'interface de communication pour l'envoi de courriels aux membres et les sondages/votes. L'autre option consisterait à revoir les conditions du contrat maintenant arrivé à expiration que l'ACEP a signé avec InSite à Vancouver. Les coûts sont prohibitifs, car le contrat de licence n'inclut pas les travaux de programmation, et toute intervention du personnel d'InSite visant à modifier la base de données est facturée à un tarif très élevé.

**Résolution** : Il est proposé par Jessica Squires et appuyé par André Picotte de passer à huis clos, à 17 h 15.

**Résolution** : Il est proposé par Sean Maguire et appuyé par André Picotte de quitter le huis clos, à 17 h 35.

**a) Rapport de Sami Rehman (président du Comité de vérification)**

On a organisé une réunion avec le vérificateur le 23 septembre. Les participants ont examiné les états financiers et recommandé certains changements. Selon le vérificateur, la situation financière de l'ACEP s'est améliorée depuis l'an dernier. Le fonds de grève sera inclus sur une ligne distincte dans le bilan de l'année à venir. La vérification respectait les normes canadiennes en la matière.

La première réunion avec l'équipe de vérification n'était pas assez structurée. Un membre suggère qu'on rédige un nouveau mandat pour le Comité de vérification, de sorte que ses membres ne se réunissent pas seulement pour examiner les états financiers vérifiés, mais aussi pour jouer un rôle de supervision tout au long de l'année. Ils pourraient se réunir une fois par trimestre et de suivre un processus rigoureux.

#### **Points de discussion soulevés**

Quelqu'un fait observer que le processus de vérification consiste à recueillir de l'information en consultant les normes nationales, à mener une enquête approfondie sur un échantillon d'opérations et examiner les politiques de l'ACE pour en vérifier l'uniformité et la conformité pour en garantir l'uniformité et la conformité.

L'ACEP utilise le même cabinet de vérificateurs depuis quatre ans. Il serait peut-être avisé de chercher un nouveau cabinet après l'année prochaine.

La présidente confirme que tout montant prêté aux employés à des fins fiscales figurera dans l'état des opérations lors de la prochaine période de vérification, et sera comptabilisé comme une dépense au poste Salaire et avantages sociaux des employés.

**Résolution :** Il est proposé par Jessica Squires et appuyé par André Picotte que le CEN accepte le rapport du Comité de vérification, et procède à un vote électronique à propos de la recommandation des membres (approbation) une fois qu'on aura reçu des éclaircissements sur les éventualités mentionnées aux notes de la page 16.

#### **Résolution adoptée à l'unanimité**

##### **b) Suivi du Sommet du leadership, par Emmanuelle Tremblay**

Le Sommet du leadership a été très constructif; les membres ont saisi à quel point il était important de maintenir leur engagement à participer aux initiatives de mobilisation. Ils comprennent également qu'il est important d'exercer des pressions sur le nouveau gouvernement pour garantir que le projet de loi C-59 ne sera pas imposé aux agents négociateurs.

Durant le sommet, les membres ont suggéré qu'on apporte les changements suivants aux objectifs stratégiques établis d'un commun accord (en gras) :

1. Les membres de l'ACEP ont l'information nécessaire et l'occasion de participer aux **activités de l'ACEP et du milieu de travail, ainsi qu'à leur** édification.
2. L'ACEP et ses membres sont des membres respectés et efficaces des mouvements syndicaux et de justice sociale, **et font la promotion active d'une économie équitable et durable.**



3. L'ACEP réussit à se positionner pour défendre et améliorer les conditions de travail de ses membres grâce à la négociation collective. (**Retrait de la mention des négociations actuelles et futures**)

### **Points de discussion soulevés**

Quelqu'un suggère que les dirigeants de sections locales et les membres participent au processus de modification des objectifs stratégiques.

La discussion sur les objectifs stratégiques a servi d'activité brise-glace pour obtenir les commentaires des participants; elle ne se veut pas un exercice visant à jouer sur les mots. Même s'il faut tenir compte des membres qui ont formulé des commentaires durant le Sommet du leadership, les objectifs stratégiques demeurent ceux du CEN, et nous devrions accepter uniquement des changements mineurs visant à clarifier l'intention initiale.

Le sommet a donné lieu à un précieux plan d'action visant à atteindre les objectifs stratégiques. On y a discuté de thèmes et de résultats. Six groupes ont été chargés de faire du remue-ménages à propos de différents sujets; chaque groupe a fait des recommandations et proposé un plan d'action. Une lettre ouverte sera envoyée à M. Trudeau. Le rôle de délégué syndical sera mieux défini et renforcé. Les délégués auront davantage de possibilités de participer aux réunions des comités de consultation patronale-syndicale, et ces changements seront communiqués aux dirigeants des sections locales.

Un membre précise que les objectifs stratégiques ne sont pas statiques, et devraient évoluer avec la rétroaction des membres. Il faudrait clarifier davantage le processus et le but consistant à modifier les objectifs stratégiques.

Les participants décident d'inclure dans le rapport du sommet la liste originale des objectifs avec seulement les changements mineurs sur lesquels le CEN s'est entendu. Le rapport inclura aussi les grandes lignes des commentaires échangés par les participants au sommet. On y ajoutera une introduction, ainsi qu'une section consacrée au contexte.

Jessica Squires dressera une liste des mesures de suivi de ce rapport.

### **3. Point aux fins de décision**

- a) Résolution visant à allouer 100 000 \$ du fonds de prévoyance au poste Négociation collective et 3 000 \$ de ce même fonds au poste Frais d'affiliation.**

#### **Rapport de N. Giannakoulis**

Parce que les coûts associés à l'arbitrage relatif aux contrats BdP n'ont pas été initialement pris en compte dans le poste budgétaire Négociation collective, ce poste est devenu déficitaire. La résolution propose de déplacer de l'argent du fonds de prévoyance pour couvrir ce déficit de 11 419,18 \$, et de transférer des fonds pour couvrir les futurs coûts liés aux négociations en cours des EC et des TR.

Le conseil réévalue le calendrier de négociation de l'année à venir; les fonds additionnels proposés devraient largement couvrir tous les coûts, incluant les honoraires juridiques liés à la contestation de C-59, si celle-ci se poursuit.

**Résolution :** Proposée par Stephen Mullen et appuyée par Jessica Squires.

Il est résolu que la somme de 11 419,18 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif pour couvrir le manque à gagner du poste budgétaire Négociation collective.

Il est en outre résolu que la somme de 100 000 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif au poste Négociation collective pour répondre aux besoins futurs.

Il est en outre résolu que la somme de 3 000 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif au poste Frais d'affiliation en vue de couvrir le coût prévu du fonds de défense juridique du CNM.

#### **Points de discussion soulevés**

Quelqu'un mentionne que la résolution vise à transférer 11 419,18 \$ du fonds de prévoyance. Or, à la page 3 de l'énoncé des opérations, le point 19 (Fonds de prévoyance) montre qu'on a déjà alloué 11 439,40 \$ en juillet 2015. Les membres se demandent si le fait qu'un montant très similaire à celui alloué au poste Négociation collective ait déjà été attribué sans l'approbation préalable du CEN est une coïncidence. Il incombe au comité des finances de veiller à la cohérence des états financiers, Étant donné que le CEN n'a approuvé aucune utilisation du fonds de prévoyance jusqu'à maintenant, il demande au Comité des finances d'examiner les états de juillet et août, afin de déterminer clairement à quoi ce montant renvoie, et de s'assurer qu'il n'y a pas eu d'erreur.

**Résolution de division :** Il est proposé par Alex Butler et appuyé par André Picotte de diviser la résolution ci-dessus en deux éléments, puisque le déficit s'est déjà produit et qu'il faut discuter plus en détail de la planification.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

**Première résolution :** Il est résolu que la somme de 11 419,18 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif pour couvrir le manque à gagner du poste budgétaire Négociation collective.

Pour = 12, contre = 1, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

**Deuxième résolution** Il est résolu que la somme de 100 000 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif au poste Négociation collective pour répondre aux futurs besoins.

Il est en outre résolu que la somme de 3 000 \$ sera transférée du fonds de prévoyance de l'exécutif au poste Frais d'affiliation en vue de couvrir le coût prévu du fonds de défense juridique du CNM.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### **b) Résolution visant à appuyer la [marche 100 % possible pour le climat](#)**

**Résolution :** Proposée par Emmanuelle Tremblay et appuyée par Stephen Mullen.

Il est résolu que l'ACEP appuie la marche 100 % possible pour le climat, qui aura lieu à Ottawa le 29 novembre 2015, la veille du sommet de Paris sur les changements climatiques.

#### **Points de discussion soulevés**

Un membre demande de plus amples renseignements et des détails; on lui rappelle qu'il y a un lien vers le site Web dans l'ordre du jour qui a été envoyé aux membres du CEN avant la réunion.

Un autre membre indique que l'objectif de la campagne est conforme aux valeurs de l'ACEP et appuyé par des participants de renom, comme M. David Suzuki.

Le Comité de mobilisation est en train d'élaborer des lignes directrices relatives au soutien et, lorsque c'est pertinent, à l'aide financière apportée à certains événements. Voici une liste des critères potentiels :

1. L'événement va-t-il dans le sens des valeurs de l'ACEP?
2. Est-ce que l'ACEP a prévu un budget pour l'appui à certains événements?
3. Quel est le degré d'engagement que peut garantir l'ACEP au-delà d'un simple soutien – afin de mobiliser ses membres et d'en faire une priorité?

Un membre précise que l'économie de l'Alberta dépend fortement de l'industrie pétrolière. Il se peut que les initiatives « 100 % possible » relatives au climat ne soient pas bien perçues par les travailleurs de cette industrie qui vivent en Alberta.

Quelqu'un suggère qu'on dresse une liste des dix éléments à prendre en compte avant de décider d'appuyer ou non ce mouvement.

Pour = 9, contre = 3, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

### **Résolution visant à approuver les divers candidats pour le Comité des Statuts et Règlements**

**Résolution :** Proposée par Nick Giannakoulis et appuyée par Jessica Squires.

Il est résolu que les candidats ci-dessous seront acceptés comme membres du comité des Statuts et Règlements.

- Laura Smith
- Dorin Petriu
- Shawn Morton
- Mathieu Stiermann

**Résolution adoptée à l'unanimité**

## **4. Rapports**

### **a) Rapport de la présidente (injonction relative au C-59, nouvelles sections locales) Emmanuelle Tremblay**

L'ACEP a créé un nouveau moyen de communiquer avec les membres : la première baladodiffusion pré-électorale de la présidente a été publiée sur le site Web.

Il y a deux nouvelles sections locales – Conseil du Trésor et Environnement Canada. On va organiser une deuxième réunion avec le SCT afin de choisir les deux membres supplémentaires de la direction de cette section, car les gens hésitaient encore beaucoup à s'impliquer dans le syndicat dans le contexte pré-

électoral au moment de l'AGA. Certains ont alors suggéré qu'on tienne une autre réunion après le 19 octobre afin d'inviter les membres à s'engager davantage.

Par contre, lors d'une AGA tenue à Environnement Canada juste après l'élection fédérale, huit membres se sont portés volontaires pour devenir délégués syndicaux de la section locale 524.

L'audition pour la demande d'injonction relative au projet de loi C-59 a été reportée au début du mois de mars, ce qui permettra aux libéraux de démontrer leur bonne volonté en n'imposant pas de régime de congés de maladie et de prestations d'invalidité de courte durée aux agents négociateurs.

La négociation des EC et des TR est reportée indéfiniment, et pourrait reprendre seulement au début de 2016.

L'ACEP voudra consulter ses membres afin de réévaluer les mandats de négociation des EC et des TR. Il est probable qu'on fasse un sondage et qu'on invite les membres à participer à des comités de référence élargis pour le reste de la ronde de négociations.

Ron Cochrane, coprésident syndical du CNM, quittera ses fonctions après presque dix ans, à l'occasion de la réunion de décembre du CNM. Emmanuelle Tremblay envisage de proposer sa candidature comme possible coprésidente du CNM. Elle croit qu'elle pourrait être bien placée pour promouvoir un environnement davantage axé sur la collaboration auprès de tous les agents négociateurs.

#### **Points de discussion soulevés**

Les membres pensent qu'on devrait peut-être utiliser le Programme d'apprentissage mixte comme approche peu coûteuse et non intimidante pour la formation relative aux syndicats pour les membres qui sont intéressés, mais ne sont pas certains de vouloir s'engager davantage au sein de l'ACEP.

Le CEN devrait solliciter des commentaires à propos de la façon dont la présidente investit son temps et son énergie et des domaines dans lesquels elle le fait, car cela a un impact sur les priorités qu'établit l'Association. Cela pourrait également mettre en lumière le besoin de nouvelles ressources. Il faudrait discuter de cela d'un point de vue organisationnel.

Un membre mentionne que le CNM ne constitue peut-être pas la bonne tribune pour promouvoir la solidarité entre agents négociateurs.

#### **b) Rapport sur les services administratifs (préparatifs en vue de l'AGA) – Isabelle Borré**

Le Comité des candidatures et des résolutions affichera un deuxième document produit par les trois candidats au poste vacant de directeur EC. Il participe également à la préparation de l'AGA du mardi 17 novembre 2015.

L'ordre du jour de l'AGA comprendra les points suivants :

1. Tables d'information des comités de l'ACEP/souper
2. Discours d'ouverture
3. Conférencier invité – M. Mike Palecek, du STTP
4. Ouverture de l'assemblée



5. Rapport de la présidente et approbation des états financiers
6. Période de questions
7. Résolution
8. Période de questions
9. Débat entre les candidats au poste de directeur EC

Plusieurs employés sont en congé prolongé; mais nous avons créé un système de soutien afin de régler les éventuels problèmes. Le contrat des trois employés affectés à l'administration a été prolongé.

L'actuel système de téléconférences de l'ACEP ne permet pas de garantir une participation plus active des membres de l'ensemble du pays. L'ACEP souhaite installer un système de vidéoconférence dans ses bureaux; l'analyse des diverses options n'est pas terminée.

#### **c) Rapport sur les services professionnels – Claude Vézina**

Maintenant qu'un nouveau gouvernement est en poste, il semble que le niveau de stress ait diminué au chapitre des relations de travail. Il est donc probable qu'un plus grand nombre de cas vont se régler.

#### **d) Rapports des comités**

- i. Comité de mobilisation et des moyens de pression et Comité d'éducation**  
Le CMMP n'a pas tenu de réunion.
- ii. Comité des communications**  
Le Comité reprendra ses travaux après l'AGA, afin de continuer à travailler sur l'harmonisation du site Web.
- iii. Sous-comité spécial des RH**  
Aucune nouvelle réunion.
- iv. Comité consultatif des jeunes membres**  
Un groupe de discussion se réunira le jeudi 3 novembre pour débattre des jeunes et de la précarité dans la fonction publique. Cette discussion est ouverte à tous, y compris aux non-membres. David Macdonald sera le conférencier invité.
- v. Comités externes**  
Les membres de la Coalition locale d'Ottawa se sont rencontrés pour s'assurer que la suppression de la livraison du courrier à domicile n'entrera pas en vigueur. Postes Canada prévoit suspendre le projet de boîtes aux lettres communautaires, résultat fructueux des pressions exercées durant la campagne.

Le lock-out visant les chauffeurs de taxi se poursuit; il a un impact considérable sur ces derniers, qui apprécient le soutien de l'ACEP.

#### **5. Divers**

Sans objet.



**6. Levée de la séance :** à 21 h.

**Résolution :** Il est proposé par Johanna Hove et appuyé par Sean Maguire de lever la séance. **Résolution adoptée à l'unanimité.**